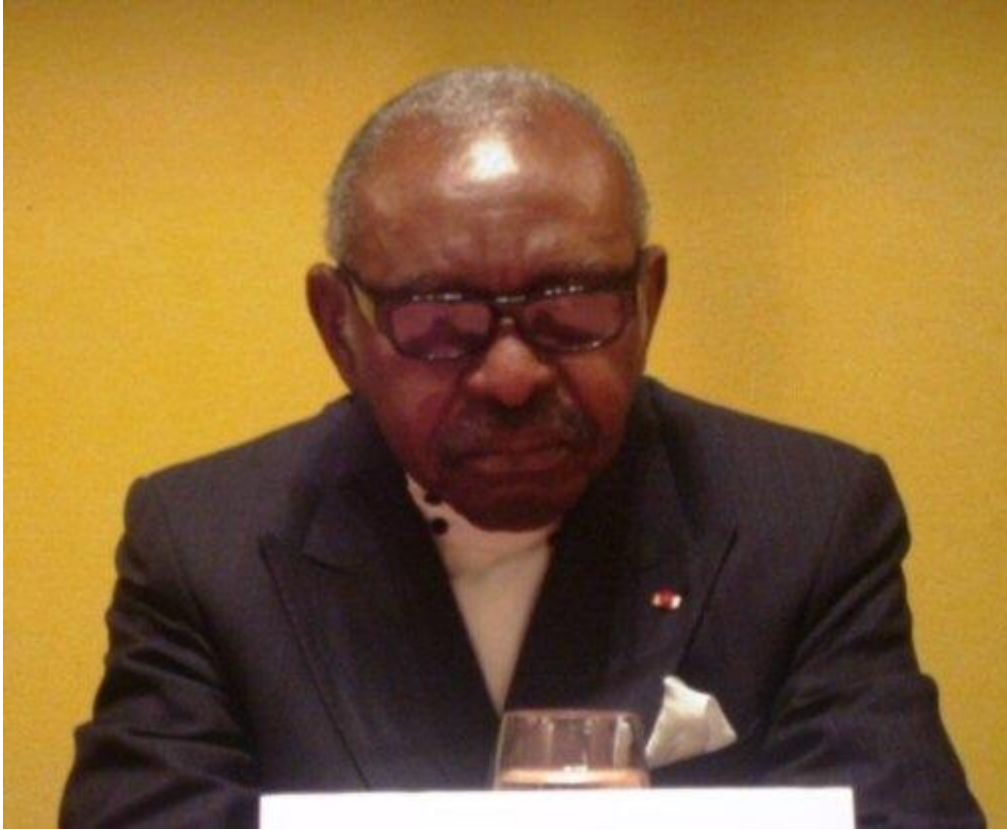


LA CROIX-ROUGE AU SECOURS DE WILLIAM AURÉLIEN ETEKI MBOUMOUA



Outre le président de la République, Ahmadou Ahidjo, c'est l'un des rares patrons que Paul Biya a connu dans sa carrière. Qui inculque la culture administrative au futur chef de l'Etat. Alors qu'il est ministre de l'Education nationale, de la Jeunesse et de la Culture, William Aurélien Eteki Mboumoua reçoit le jeune diplômé en 1964 comme son directeur de cabinet et plus tard son secrétaire général, après son retour des études deux ans plus tôt et un détour à la présidence comme chargé de mission.

Sa fidélité à Paul Biya se manifeste surtout au moment où le débat nourri par Ahidjo sur la primauté du parti sur l'Etat fait rage. Le président démissionnaire est plus que présent sur la scène et ne rate pas l'occasion de ravir la vedette à son successeur en rappelant au besoin à l'opinion que c'est lui qui détient encore les leviers du pouvoir. M. Eteki Mboumoua, devenu 3^e secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en 1974 par la seule volonté du président Ahidjo, appartient au camp de ces ex-collaborateurs de l'ancien président qui optent pour la consolidation du pouvoir du nouveau président.

C'est dans ce contexte que William Aurélien Eteki Mboumoua confie à Henri Bandolo : « Ca ne peut plus durer. Il faut que nous préparions la stratégie de la riposte. Ce qui, en réalité, est de la part du président Paul Biya l'attitude d'un homme bien élevé, soucieux d'esquiver le "vieux", de ménager celui-ci et de sauver les apparences, risque d'être mal perçu par le peuple et d'être mal compris par le "vieux" lui-même, laissant apparaître que le président Biya est "faible", alors qu'il veille seulement à éviter un affrontement.

S'il se trompe à ce sujet, et je crains que ce soit le cas, le "vieux" pourrait être tenté de "pousser le bouchon trop loin". Il nous faut par conséquent prendre les dispositions qui s'imposent pour que le président Biya ne se retrouve pas ligoté, à la merci de n'importe quel retournement de situation ». Il se veut plus précis en soulignant que « il est plus que temps de faire sentir au président Ahidjo et à ceux qui le conseillent que nous ne sommes pas disposés à accepter indéfiniment ce "grignotage subtil des positions" ».

La stratégie peaufinée conseille à Paul Biya de préciser, dans un discours solennel, le rôle de l'Etat et du parti dans la définition de la politique de la nation. Par pudeur, Paul Biya refuse dans un premier temps, avant de se résoudre à souligner face au "Club de la presse du Tiers-Monde le 5 juin 1983 que « dans la Constitution, qui, dans la hiérarchie des normes juridiques, est la règle la plus élevée, il est dit que c'est le président de la République qui définit la politique de la nation ». C'est donc logiquement que Paul Biya nomme William Aurélien Eteki Mboumoua ministre des Affaires étrangères. Mais le 23 janvier 1987, il est sans ménagement limogé du gouvernement. A M. Eteki Mboumoua qui s'interroge : « Avais-je tué quelqu'un ou avais-je fait un coup d'Etat ? », Paul Biya répond qu'il s'est rendu coupable d'une "faute grave".

Dans une interview accordée à Eric Chinjé à la télévision nationale, le président de la République précise la nature de la faute : « Dans tous les Etats modernes, il y a des secteurs qui sont considérés comme appartenant à ce qu'on peut appeler le domaine réservé du président de la République : ce sont la défense, la diplomatie, la sécurité intérieure.

Bien sûr les autres domaines, surtout dans un régime présidentiel, sont du domaine du chef de l'Etat (...) Mais ces trois-là jouent un rôle particulier en raison de leur incidence sur la sécurité des citoyens, sur la paix et la guerre éventuelle avec les étrangers. (...) J'ai certes demandé aux ministres de prendre des responsabilités. Mais attention, il y a des limites, il y a certaines responsabilités qu'on ne peut pas prendre dans l'exercice de ses fonctions, surtout dans les trois domaines que j'ai cités. On ne peut pas par exemple établir des relations diplomatiques avec un pays sans avoir l'accord du président de la République ».

De manière précise, M. Eteki Mboumoua a signé avec le vice-ministre des Affaires étrangères hongrois un communiqué annonçant la volonté des deux pays d'établir des relations diplomatiques. Pour ce grignotage des prérogatives présidentielles, il scelle définitivement son sort et est relégué aux oubliettes. L'ancien patron de Paul Biya est réduit, depuis près de deux décennies, à s'accrocher à son poste de président de la Croix-Rouge camerounaise.

Dossier réalisé
par Dominique Mbassi

Copyright © Dominique Mbassi- Reperes, Yaounde - Cameroun | 29-11-2014